

Si, outre le fonctionnement pour lequel le point d'appui reçoit une subvention de fonctionnement sur la base du décret du 23 juin 2023, il organise encore d'autres activités, il fait une distinction claire et identifiable entre les deux types d'activités dans la comptabilité totale.

Le département peut demander à tout moment des informations et documents complémentaires au point d'appui.

Les frais subventionnables sont les frais exposés par le point d'appui pour accomplir les missions visées à l'article 4, alinéa 3, du décret du 23 juin 2023.

Section 2. — Le contrôle

Art. 10. Sur la base de la justification introduite, visée à l'article 9 du présent arrêté, le département exerce un contrôle annuel de l'affectation de la subvention de fonctionnement tel que visé à l'article 11 du décret du 23 juin 2023.

Art. 11. § 1^{er}. Lorsqu'un manquement grave est constaté lors du contrôle, visé à l'article 10 du présent arrêté, le département propose une mesure telle que visée à l'article 11 du décret du 23 juin 2023.

Le département communique la mesure proposée, visée à l'alinéa 1^{er}, au bénéficiaire de la subvention.

§ 2. Si le bénéficiaire de la subvention conteste le manquement grave constaté ou estime que la mesure proposée, visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, n'est pas raisonnablement proportionnelle au manquement grave constaté, le bénéficiaire de la subvention peut introduire une réplique auprès du département.

Une réplique telle que visée à l'alinéa 1^{er} est recevable si elle remplit toutes les conditions de recevabilité suivantes :

1° elle est introduite au plus tard quinze jours après que le département a communiqué la mesure, visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 2 ;

2° elle est établie selon le modèle, si le département met à disposition un modèle tel que visé à l'article 2, alinéa 2.

Le département vérifie si la réplique, visée à l'alinéa 1^{er}, répond aux conditions de recevabilité, visées à l'alinéa 2.

Au plus tard quinze jours après avoir reçu la réplique visée à l'alinéa 1^{er}, le département informe le bénéficiaire de la subvention sur la recevabilité ou non de la réplique.

§ 3. Le département propose au ministre d'imposer ou non une mesure, le cas échéant avec une proposition de mesure. À cet effet, le département tient compte d'une réplique recevable conformément au paragraphe 2, alinéa 2.

Au plus tard trente jours après la communication de la recevabilité de la réplique, visée au paragraphe 2, alinéa 4, le ministre décide d'une mesure éventuelle.

Le département communique la décision du ministre, visée à l'alinéa 2, au bénéficiaire de la subvention au plus tard quinze jours après que le ministre a pris la décision précitée.

Section 3. — La réserve

Art. 12. Lors du contrôle annuel visé à l'article 10 du présent arrêté, l'administration établit la réserve constituée à charge des diverses subventions octroyées par l'Autorité flamande. Cette réserve est comparée aux réserves comptables, et des différences éventuelles sont expliquées en détail.

La réserve, visée à l'alinéa 1^{er}, qui ne répond pas aux conditions, visées à l'article 72 de l'arrêté relatif au Code flamand des Finances publiques du 17 mai 2019, est retenue sur des subventions futures ou est remboursée à la Communauté flamande.

CHAPITRE 4. — Disposition finale

Art. 13. Le ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 septembre 2023.

Le ministre-président du Gouvernement flamand, ministre flamand des Affaires étrangères, de la Culture, de la Numérisation et de la Gestion facilitaire,
J. JAMBON

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2023/46133]

26 MAI 2023. — Arrêté ministériel adoptant, en application de l'article D.II.49, § 3, du Code du développement territorial, le projet de révision du plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith (planche 50/7) relatif à l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction, de deux zones d'extraction devenant une zone agricole au terme de leur exploitation et d'une zone d'extraction devenant une zone d'espaces verts au terme de son exploitation, sur le territoire de la commune de Waimès (Faymonville), au lieu-dit « Bouhaye », en vue de permettre la poursuite de l'activité d'extraction

Le Ministre de l'Aménagement du territoire,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 janvier 2022 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon ;

Vu le Code du développement territorial (CoDT), l'article D.II.49, § 3 ;

Vu le schéma de développement du territoire adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999 ;

Vu l'arrêté royal du 19 novembre 1979 établissant le plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 juillet 2020 décidant de réviser le plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith (planche 50/7), adoptant le projet de plan visant à inscrire une zone de dépendances d'extraction, deux zones d'extraction devenant une zone agricole au terme de leur exploitation et une zone d'extraction devenant une zone d'espaces verts au terme de son exploitation, sur le territoire de la commune de Waimés (Faymonville), au lieu-dit « Bouhaye », en vue de permettre la poursuite de l'activité d'extraction, et décidant de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales du projet de plan et d'en fixer le projet de contenu ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 octobre 2020 déterminant les informations que doit contenir le rapport sur les incidences environnementales du projet de révision du plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith adopté par arrêté ministériel du 2 juillet 2020 ;

Considérant que la S.A. « Trageco » a chargé le bureau d'études CSD Ingénieurs Conseils SA de la réalisation du rapport sur les incidences environnementales ; que l'auteur de projet est dûment agréé ; que la Directrice générale du SPW Territoire, Logement, Patrimoine, Energie a été informée de cette désignation en date du 22 octobre 2020, conformément aux dispositions de l'article R.VIII.34-2 du CoDT ; que le bureau d'études CSD Ingénieurs Conseils SA n'a pas été récusé ; que la décision de non-récusation a été notifiée à la S.A. « Trageco » en date du 29 octobre 2020 ;

Considérant que le pôle « Aménagement du territoire », le pôle « Environnement » et la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité de Waimés ont été régulièrement informés de l'évolution des analyses préalables et de la rédaction du rapport sur les incidences environnementales ; que ces instances ont formulé des observations et présenté des suggestions respectivement le 12 novembre, le 15 décembre et le 20 décembre 2021 sur la phase I ainsi que le 13 juillet 2022 (pôle « Environnement ») et le 18 juillet 2022 (pôle « Aménagement du territoire ») sur la phase I amendée et sur la phase II ;

Considérant qu'à la suite des remarques émises la version définitive du rapport sur les incidences environnementales a été déposée le 26 septembre 2022 auprès du Ministre de l'aménagement du territoire ;

Considérant que le projet de plan et le rapport sur les incidences environnementales ont été soumis à l'avis du SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement et du fonctionnaire délégué en date du 30 janvier 2023 ; que le fonctionnaire délégué a transmis son avis le 30 mars 2023, soit dans les soixante jours de la demande ; que le SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement a transmis son avis le 6 avril 2023, soit au-delà du délai de soixante jours ; que l'avis du SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement est par conséquent réputé favorable par défaut ;

Phase I du rapport sur les incidences environnementales : Extension de l'activité d'extraction sur le site dit « Bouhaye »

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales examine, en sa première phase, les aspects socio-économiques du projet ; qu'il confirme la spécificité du gisement exploité par le demandeur, à savoir un grès quartzueux ou arkose dénommé « pierre de Steinbach », matériau pouvant être valorisé sous forme de pierre ornementale, de bloc d'enrochement ou de concassé ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales établit que la réserve de gisement accessible au droit de la zone de dépendances d'extraction actuellement inscrite au plan de secteur est proche de l'épuisement ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales confirme la qualité du gisement existant au sein de l'extension sollicitée pour l'agrandissement de la fosse d'extraction ainsi que l'absence d'alternative de localisation valable ;

Considérant que la S.A. « Trageco » est une entreprise intégrée, spécialisée dans les travaux de voirie et de génie civil et qu'elle consomme jusqu'à 30% du concassé produit sur le site de la Bouhaye ; que deux centrales à béton sont présentes sur le site ; que ses activités dépendent directement de la production de la carrière ;

Considérant qu'il ressort du rapport sur les incidences environnementales que le demandeur alimente essentiellement le marché des roches siliceuses, tant en ce qui concerne le marché des pierres ornementales, à une échelle régionale, que des granulats, à une échelle locale ; qu'au niveau local, ce marché est actuellement alimenté par trois fournisseurs et est stable ; que la cessation des activités du demandeur compromettrait la stabilité de l'offre et provoquerait une dérégulation du marché ;

Considérant que la première phase du rapport sur les incidences environnementales valide la nécessité de réviser le plan de secteur ; qu'elle conclut que l'exploitation s'inscrit dans une dynamique économique positive et qu'elle répond à une demande avérée en matières premières ; que le projet de plan permettra au demandeur de poursuivre ses activités pendant au minimum 27 années supplémentaires et de répondre aux besoins du marché ;

Considérant que le pôle « Aménagement du territoire », le pôle « Environnement » et la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité de Waimés approuvent l'analyse des besoins et la localisation du projet ; que ces instances valident l'opportunité de réviser le plan de secteur ;

Phase II du rapport sur les incidences environnementales

Incidences environnementales du projet de plan

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales analyse, en sa seconde phase, les incidences environnementales du projet de révision du plan de secteur, notamment les thématiques sol et sous-sol – eaux de surface et souterraines – air, climat, énergie – paysage, patrimoine et cadre bâti – milieu biologique – mobilité – bruit et vibrations – population, santé humaine et sécurité, y compris les thématiques reprises dans les observations et suggestions du public émises lors et dans les quinze jours de la réunion d'information préalable qui s'est tenue le jeudi 1^{er} décembre 2016 ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales relève notamment :

- qu'il existe un risque que la nappe phréatique exploitée au niveau du captage La Crope, situé à environ 600 m à l'est de la carrière, soit atteinte à la suite de l'extension de la carrière mais que ce risque peut être maîtrisé ;

- que la mise en œuvre du projet d'exploitation va engendrer l'augmentation des volumes de stériles et matériaux devant être stockés au droit des différents merlons existants ; que le merlon situé au sud-est de la carrière sera celui qui contribuera le plus à cette augmentation de stockage ; qu'il sera prolongé vers le sud-est et atteindra ponctuellement une hauteur de 20 m ; qu'afin de réduire l'impact visuel des merlons et surtout celui constitué au sud-est, il est recommandé de reconduire une partie des matériaux dans la fosse d'extraction avant le terme des activités ainsi que de végétaliser le merlon pour améliorer son intégration paysagère et sa stabilité ;

- que la mise en œuvre du projet de plan va réduire temporairement les superficies dédiées à l'agriculture ; que lors de la mise en œuvre du projet d'exploitation de la carrière, deux agriculteurs seront particulièrement impactés (perte de 8,6 ha et 6,6 ha de surfaces exploitables) ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales présente, pour chaque thématique environnementale abordée, une série de mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les impacts négatifs sur l'environnement et renforcer les impacts positifs ;

Variante de délimitation du projet de plan

Considérant qu'une variante de délimitation du projet de révision du plan de secteur est proposée dans le rapport sur les incidences environnementales ; que celle-ci diminue la surface du projet de plan d'environ 6,55 ha ; que la variante propose trois modifications du périmètre du projet de plan arrêté le 2 juillet 2020 ; que ces modifications consistent en :

- l'inclusion de la zone située au nord-est du périmètre du projet (ajout d'environ 2,65 ha) ;
- la réduction de la partie sud-est du périmètre du projet (réduction d'environ 1,35 ha) ;
- la réduction des superficies des zones d'extraction que le projet de plan adopté le 2 juillet 2020 propose d'inscrire en lieu et place d'une partie de la zone de dépendances d'extraction existante (réduction d'environ 7,85 ha) ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales signale que le programme d'exploitation initialement établi par le demandeur devrait être légèrement modifié en conséquence afin d'y intégrer l'exploitation de la nouvelle surface d'extraction située au nord-est du périmètre ;

Considérant que les trois modifications proposées dans la variante ont été analysées dans le rapport en matière d'incidences environnementales ;

Inclusion de la zone située au nord-est du périmètre du projet

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales relève qu'un gisement de très bonne qualité, surmonté d'une faible découverture, se prolonge au nord-est du périmètre fixé par l'arrêté de projet ; qu'il précise que son inclusion dans la zone d'extraction permettrait d'extraire des produits de grande qualité au sein d'une fosse d'extraction de forme plus compacte dont l'exploitation serait plus rationnelle ; qu'il ajoute que l'inclusion de cette zone au sein du périmètre de révision permettra à l'exploitant de poursuivre ses activités pendant 5 années supplémentaires, soit pour une durée totale de 35 ans ;

Considérant que les pôles « Aménagement du territoire » et « Environnement » ont souligné, dans leurs avis respectifs sur la phase I du rapport sur les incidences environnementales, que le périmètre retenu par l'arrêté du 2 juillet 2020 ne permet pas de valoriser le gisement de manière optimale étant donné que la zone située au nord-est présente une très bonne qualité de roche et n'est pas reprise dans le projet de plan ; que les pôles valident l'alternative de délimitation proposée par le rapport sur les incidences environnementales dans sa phase II, cette dernière répondant à l'objection qu'ils avaient émise quant à la valorisation optimale du gisement ;

Considérant que l'inclusion de la zone située au nord-est du périmètre du projet est pertinente car elle permet une utilisation rationnelle ainsi qu'une valorisation optimale des ressources du sous-sol ; que le fonctionnaire délégué ne remet pas en cause cette modification dans son avis du 30 mars 2023 ; qu'il s'agit en outre de la dernière extension possible de la carrière sur ce site, compte tenu de la configuration des lieux et de la proximité du village de Faymonville ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales précise que la majorité des incidences environnementales mises en évidence dans le cadre de l'analyse du projet de révision du plan de secteur pour les thématiques air, climat, énergie – mobilité – bruit et vibrations – population, santé humaine et sécurité resteront similaires dans le cadre de la variante de délimitation mais que leurs effets seront prolongés dans le temps ; que compte tenu du rapprochement des activités de la carrière vis-à-vis du village de Faymonville, les incidences en matière de bruit, vibrations et poussières seront accentuées lors de l'exploitation de la zone située au nord-est du périmètre du projet ; que la variante propose une modification de la géométrie de la fosse d'extraction de la carrière et une augmentation de sa surface de 1,25 ha ; que par conséquent les volumes d'eau pluviale précipités au droit de la carrière seront augmentés et généreront une exhaure plus importante pouvant être absorbée par le réseau hydrographique sans l'impacter significativement ; que les incidences paysagères seront équivalentes malgré le rapprochement des activités du village de Faymonville et la modification de l'agencement du site d'exploitation ;

Considérant que cette première modification proposée par le rapport sur les incidences environnementales au titre de variante de délimitation doit donc être retenue et incluse dans le projet de plan ;

Réduction de la partie sud-est du périmètre du projet

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales précise que la partie sud du projet de plan renferme des roches de moins bonne qualité qui, d'une part, généreront une quantité importante de stériles et, d'autre part, ne permettront pas à l'exploitant de produire des matériaux à haute valeur ajoutée ; qu'en conséquence le demandeur la destine au stockage des stériles d'exploitation ;

Considérant qu'un captage, dénommé captage La Crope, est situé à environ 600 m à l'est de la carrière ; qu'en ce qui concerne l'extrémité est de la zone de stockage sud, le rapport sur les incidences environnementales indique qu'il existerait un risque pour la nappe phréatique si le sous-sol était exploité à cet endroit ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales propose d'exclure du périmètre de la révision la partie sud-est de la zone d'extraction inscrite par le projet de plan au motif que cela permettra d'éloigner l'activité extractive du captage La Crope ; que cet argument ne semble pas pertinent étant donné que cette zone est destinée au stockage de stériles et non à l'exploitation du sous-sol ; que cette constatation est également effectuée par le fonctionnaire délégué dans son avis du 30 mars 2023 ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales précise par ailleurs que la mise en œuvre du projet d'exploitation va engendrer l'augmentation des volumes de stériles et matériaux devant être stockés au droit des différents merlons existants ; que le merlon situé au sud-est de la carrière sera celui qui contribuera le plus à cette augmentation de stockage ; qu'il sera prolongé vers le sud-est et atteindra ponctuellement une hauteur de 20 m ; qu'afin de réduire l'impact visuel des merlons et surtout celui constitué au sud-est, il est recommandé de reconduire une partie des matériaux dans la fosse d'extraction avant le terme des activités ainsi que de végétaliser le merlon pour améliorer son intégration paysagère et sa stabilité ;

Considérant que la variante de délimitation vise à réduire la superficie de la zone dédiée au stockage de stériles ; que le rapport sur les incidences environnementales indique que malgré la diminution de cet espace, le merlon de stockage situé au sud-est ne sera pas significativement modifié par rapport au projet d'exploitation initial ; qu'il était prévu que les stériles d'exploitation soient, dans un premier temps, stockés au droit des merlons et, dans un second temps, reconduits vers la fosse d'extraction ; que l'exploitant a prévu de reconduire un volume de stériles plus important vers cette dernière, ou de modifier la zone de stockage en l'étendant légèrement vers le nord ;

Considérant que, malgré les adaptations prévues par le demandeur, la variante de délimitation présente un risque en matière d'impact paysager ; qu'en effet, la réduction de la zone destinée à accueillir les stériles d'exploitation pourrait conduire à une augmentation de la hauteur des merlons et, par conséquent, de leur impact sur le paysage ;

Considérant que la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité de Waimies indique dans son avis du 20 décembre 2021 qu'elle souhaite que la zone de stockage des stériles d'exploitation soit suffisante afin de limiter la hauteur des dépôts ;

Considérant que le fonctionnaire délégué indique dans son avis du 30 mars 2023 que les merlons maintenus sur site artificialisent le bocage existant et constituent des éléments marquants et déstructurants au sein d'un paysage relativement ouvert, concerné par trois lignes de vue en direction de la carrière et repris en zone d'arbres et haies remarquables ; que malgré le fait que les merlons participent à la sécurisation du fond de fosse, ils invalident les caractéristiques intrinsèques du cadre non bâti ;

Considérant que le pôle « Aménagement du territoire » insiste également, dans son avis du 18 juillet 2022, sur la nécessité de reconfigurer le merlon existant en vue de diminuer son impact sur le paysage ;

Considérant en conclusion que, sur la base des éléments développés ci-dessus tant en matière de paysage que d'hydrogéologie, il n'apparaît pas pertinent de réduire la partie sud-est du périmètre du projet ; que la deuxième modification proposée par le rapport sur les incidences environnementales au titre de variante de délimitation ne doit donc pas être retenue ;

Réduction des superficies des zones d'extraction

Considérant que la troisième modification proposée par le rapport sur les incidences environnementales vise à réduire la superficie des zones d'extraction que le projet de plan adopté le 2 juillet 2020 propose d'inscrire en lieu et place d'une partie de la zone de dépendances d'extraction existante ;

Considérant que les objectifs du maintien d'une zone de dépendances d'extraction plus vaste que celle prévue dans le projet de plan, tels que développés dans le rapport sur les incidences environnementales, sont les suivants :

- éviter une « surcompensation planologique » en tendant vers un ratio de compensation de facteur 1 ;
- conserver une zone destinée à l'urbanisation plus importante qui pourrait être utilisée comme compensation dans le cadre d'autres révisions du plan de secteur ;
- conserver une réserve d'espace suffisante en cas de besoins supplémentaires de la carrière en matière d'installations fixes, bâtiments, dépendances d'extraction et autres ;
- conserver une réserve d'espace destiné à l'urbanisation potentiellement réutilisable au terme des activités de l'exploitant ;
- permettre l'installation potentielle de panneaux photovoltaïques sur le site de la carrière ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales relève que le projet de plan propose des compensations planologiques dont la superficie est trois fois supérieure à la superficie des zones à compenser ; que le pôle « Aménagement du territoire » soulève également ce point dans son avis du 12 novembre 2021 et marque sa désapprobation à toute « surcompensation planologique » ;

Considérant que l'argument principal avancé par le rapport sur les incidences environnementales consiste à dire qu'il convient d'éviter toute « surcompensation planologique » en vue de respecter l'article D.II.45, § 3, du CoDT ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales indique qu'« une demande de révision du plan de secteur se doit de respecter le principe de proportionnalité entre les zones destinées à l'urbanisation et les zones qui ne sont pas destinées à l'urbanisation » ; que cette affirmation est erronée étant donné que l'article D.II.45, § 3, du CoDT concerne uniquement l'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation en lieu et place d'une zone non destinée à l'urbanisation ; que le CoDT ne prévoit pas de principe de proportionnalité à respecter ou de compensations planologiques dans le cas où une zone non destinée à l'urbanisation viendrait à être inscrite en lieu et place d'une zone destinée à l'urbanisation ;

Considérant en outre que la législation prévoyant deux zones pour l'exploitation des carrières (zone de dépendances d'extraction et zone d'extraction), il convient d'inscrire la zone la plus pertinente sur chaque partie du site compte tenu notamment des caractéristiques du projet du demandeur et des potentialités des sites à long terme, indépendamment du fait qu'il s'agisse d'une zone destinée ou non à l'urbanisation ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales indique que la délimitation entre la zone de dépendances d'extraction et les zones d'extraction telle que proposée dans la variante de délimitation a été établie arbitrairement ; que cette limite entre les zones est en effet placée au milieu de la future fosse d'exploitation et ne prend pas en considération le réaménagement futur de la carrière ;

Considérant qu'il est nécessaire que le site carrier soit considéré dans sa globalité, indépendamment de son affectation au plan de secteur en vigueur, afin de prévoir un aménagement optimal de l'ensemble du périmètre concerné ;

Considérant qu'en ce qui concerne les objectifs, développés dans le rapport sur les incidences environnementales, visant à privilégier la conservation d'une réserve d'espace destiné à l'urbanisation en cas de besoins de l'exploitant ou de réutilisation du site au terme des activités d'extraction, il convient de remarquer que le rapport sur les incidences environnementales n'évoque que de manière vague les dépendances d'extraction qui pourraient être installées en fond de fosse et les projets futurs qui pourraient prendre place sur ce site au terme de l'exploitation, sans en préciser les besoins et les incidences environnementales ; qu'il précise par ailleurs que le programme de réhabilitation acté dans le permis unique délivré en 2018 prévoit que l'ensemble des installations et dépendances seront démantelées et évacuées au terme de l'exploitation ;

Considérant en outre que l'affectation en zone de dépendances d'extraction d'une partie de la fosse d'extraction pourrait y permettre le stockage de terres exogènes de type V alors que le site est sensible du point de vue hydrogéologique (proximité du captage) ; que le rapport sur les incidences environnementales n'analyse d'ailleurs pas les incidences d'une telle hypothèse ;

Considérant que le fonctionnaire délégué indique en outre dans son avis du 30 mars 2023 que les hypothèses avancées dans le rapport sur les incidences environnementales, selon lesquelles une occupation anthropique pourrait s'opérer à terme, ne répondent pas aux objectifs initialement avancés visant une valorisation de la biodiversité et de l'usage agricole au terme du réaménagement du site ;

Considérant que l'extension de l'emprise de la zone de dépendances d'extraction comparativement au projet de plan adopté le 2 juillet 2020 empêchera le retour de ces terres à une affectation non destinée à l'urbanisation, que ce soit en zone d'espaces verts ou en zone agricole, alors que ces fonctions sont les plus adaptées dans cette zone rurale et que le rapport sur les incidences environnementales estime par ailleurs opportun de rendre un maximum de parcelles à l'agriculture au terme de l'exploitation de la carrière ;

Considérant dès lors que la nécessité de maintenir la zone de dépendances d'extraction sur une plus grande superficie qu'initialement prévu dans le projet de plan adopté le 2 juillet 2020 n'est pas démontrée dans le rapport sur les incidences environnementales ; qu'il apparaît, au contraire, plus judicieux de conserver la délimitation des zones d'extraction telle qu'adoptée le 2 juillet 2020 dans le projet de plan ; qu'il convient par conséquent de ne pas retenir cette troisième modification du projet de révision du plan de secteur proposée au titre de variante par le rapport sur les incidences environnementales ;

Zones à inscrire au plan de secteur et réaménagement du site

Considérant qu'un plan de réaménagement a été proposé par l'exploitant pour les parcelles qui sont actuellement occupées par la carrière ; que ce programme de réhabilitation a été acté dans le permis unique délivré en 2018 et mentionne essentiellement des actions en faveur de la biodiversité ; qu'il y est prévu que l'ensemble des installations et dépendances seront démantelées et évacuées au terme de l'exploitation ;

Considérant que le programme de réaménagement de la carrière dressé par le demandeur a été actualisé en tenant compte de l'extension souhaitée ; qu'il y est toujours prévu le retrait des installations et dépendances de la carrière en fin d'exploitation ; qu'une action importante vise à partiellement reconduire les merlons au droit de la fosse d'extraction qui subsistera ; que cette dernière action a pour objectif de :

- réduire les modifications topographiques liées à l'exploitation de la carrière ;
- sécuriser les pentes et falaises ;
- réduire les risques d'éboulements ou de glissements de terrain ;
- augmenter les qualités écologiques du site ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales précise que, compte tenu des volumes déblayés pendant la phase d'exploitation, il ne semble pas économiquement réaliste de prévoir une reconduite totale des merlons dans la fosse d'extraction ; que, d'un point de vue écologique, cette action serait contreproductive, car elle supprimerait divers habitats spécifiques ;

Considérant que le rapport indique que, pour répondre aux objectifs fixés par le projet Life In Quarries auquel adhère le demandeur, des aménagements spécifiques en faveur de la biodiversité seront mis en place ;

Considérant qu'au terme des activités, soit à l'horizon 2057, seule la partie centrale de la fosse d'extraction ne sera pas remblayée et sera donc maintenue en l'état ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales valide l'inscription d'une zone d'extraction devenant une zone d'espaces verts au terme de son exploitation sur cette portion du périmètre ; que le fonctionnaire délégué ne remet pas en cause la reconversion de cette zone d'extraction en zone d'espaces verts ;

Considérant que la mise en œuvre du projet de plan va réduire temporairement les superficies dédiées à l'agriculture ; que lors de la mise en œuvre du projet d'exploitation de la carrière, deux agriculteurs seront particulièrement impactés (perte de 8,6 ha et 6,6 ha de surfaces exploitables) ; que la variante visant à inclure la zone située au nord-est du périmètre conduira à la perte d'approximativement 2,65 ha supplémentaires pour le premier agriculteur ;

Considérant que la S.A. « Trageco » possède des terres agricoles situées en dehors du projet de plan qui sont aptes à être cultivées ou mises en pâture ; qu'il ressort du rapport sur les incidences environnementales que, dans le but de limiter l'impact de l'extension de la carrière sur les activités agricoles, des accords ont été signés entre les agriculteurs et la S.A. « Trageco » afin de déplacer leurs activités sur les parcelles propriété de la S.A. « Trageco » au moment où l'extension de l'exploitation de la carrière les empêchera de cultiver leurs propres terres ;

Considérant qu'il apparaît opportun à l'auteur du rapport sur les incidences environnementales de rendre un maximum de parcelles à l'agriculture au terme de l'exploitation de la carrière de la Bouhaye ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales indique que le remblaiement des zones situées au nord et au sud du périmètre de révision permettra le retour des activités agricoles sur ces portions du périmètre ; qu'au terme des activités d'extraction, une remise en état et une occupation agricole de type élevage ou pâturage sont aisément envisageables et que le programme de réaménagement de la carrière va en ce sens ;

Considérant qu'un tel réaménagement permettra effectivement d'atténuer les pertes de surfaces agricoles en réaffectant à l'agriculture des sols reconstitués sur d'anciennes zones de stockage de stériles ou zones d'extraction réaménagées ; qu'il apparaît dès lors opportun d'inscrire les zones nord et sud de la carrière en zones d'extraction devenant des zones agricoles au terme de leur exploitation ;

Considérant que l'extension proposée par la variante au nord-est du site induira uniquement un réaménagement supplémentaire au niveau de cette partie de la fosse d'extraction ; que l'objectif serait de la remblayer complètement, tout comme la fosse nord, afin que des activités agricoles puissent à nouveau s'y établir ;

Considérant que le fonctionnaire délégué estime, dans son avis du 30 mars 2023, que compte tenu de la localisation de la carrière (an milieu d'une plage agricole et en paysage de bocage), il convient de tendre vers un réaménagement favorisant le milieu naturel, la fonction agricole et le paysage ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales estime justifiée l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction à l'ouest du périmètre en lieu et place d'une zone agricole étant donné que cette zone accueille des installations fixes de la carrière ;

Considérant par conséquent qu'il ressort du rapport sur les incidences environnementales et des avis que les affectations proposées dans le projet de plan adopté le 2 juillet 2020 sont tout à fait pertinentes ;

Autres recommandations

Considérant que, outre les propositions relatives à la variante de délimitation du périmètre, l'auteur du rapport sur les incidences environnementales énonce encore d'autres recommandations ; qu'elles consistent en une série de mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les impacts négatifs sur l'environnement et renforcer les impacts positifs ;

Considérant que les autres recommandations de l'auteur ne relèvent pas du plan de secteur et pourront utilement être prises en compte dans le cadre des permis qui seront ultérieurement délivrés ; que, pour le surplus, certaines remarques des instances d'avis relèvent également des mesures qui accompagneront la délivrance des permis ;

Nouveau projet de révision en application de l'article D.II.49, § 3, du CoDT

Considérant que la variante de délimitation du projet de plan proposée par le rapport sur les incidences environnementales comporte trois modifications comparativement au projet de révision du plan de secteur adopté le 2 juillet 2020 ; qu'après analyse du rapport sur les incidences environnementales et des avis reçus, seule la proposition visant à inclure la zone située au nord-est du périmètre et renfermant un gisement de bonne qualité apparaît comme pertinente ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu d'adapter le périmètre de la zone d'extraction devenant une zone agricole au terme de l'exploitation, située au nord du périmètre du projet de plan adopté le 2 juillet 2020 ; qu'après adaptation, les nouvelles limites de cette zone correspondent aux repères suivants :

- au sud : à la limite nord de la zone d'extraction devenant une zone d'espaces verts telle que définie dans le projet de plan adopté le 2 juillet 2020 ;

- à l'ouest et au nord :

* à la limite nord-ouest de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur ;

* à un segment de droite, d'une longueur de 146 m, mesuré à partir du chemin situé dans le prolongement de la rue Entre Deux Terres, parallèle à la limite nord de la zone d'extraction devenant une zone d'espaces verts telle que définie dans le projet de plan adopté le 2 juillet 2020 ;

- à l'est : à un segment de droite, d'une longueur de 162 m, prolongeant vers le nord la limite est du projet de plan adopté le 2 juillet 2020 ; la longueur totale de cette limite est dès lors de 594 m, comptée à partir de l'extrémité d'un alignement d'arbres situé au sud-est du périmètre ;

Considérant que le nouveau projet de plan ainsi configuré en application de l'article D.II.49, § 3, du CoDT porte sur l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction d'une superficie d'environ 3,41 ha, de deux zones d'extraction devenant une zone agricole au terme de leur exploitation d'une superficie d'environ 19,85 ha et d'une zone d'extraction devenant une zone d'espaces verts au terme de son exploitation d'une superficie d'environ 9,75 ha ;

Conclusion

Considérant qu'il ressort de l'analyse du rapport sur les incidences environnementales et des avis qu'il est souhaitable que l'activité de la S.A. « Trageco » se poursuive sur le site mais qu'il convient de modifier le projet de plan adopté le 2 juillet 2020 afin de mieux répondre aux objectifs poursuivis ;

Considérant que l'article D.II.49, § 3, du CoDT permet au Gouvernement wallon d'approuver, en tant que projet de plan, une autre solution raisonnable envisagée s'il estime, sur la base du rapport sur les incidences environnementales et des avis, qu'elle est de nature à mieux répondre aux objectifs poursuivis que le projet de plan ;

Considérant qu'il convient d'adopter, en tant que projet, un plan modifié qui répond à cette attente ;

Considérant dès lors que le projet adopté, accompagné du rapport sur les incidences environnementales, pourra, en application des articles D.VIII.4 et R.VIII.4-1 du CoDT, être transmis aux collèges communaux qui seront désignés pour être soumis à l'enquête publique,

Arrête :

Article 1^{er}. Le projet de révision du plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith (planche 50/7) relatif à l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction, de deux zones d'extraction devenant une zone agricole au terme de l'exploitation et d'une zone d'extraction devenant une zone d'espaces verts au terme de l'exploitation sur le territoire de la commune de Waimes (Faymonville), au lieu-dit « Bouhaye », est adopté conformément au plan ci-annexé.

Art. 2. Le SPW Territoire, Logement, Patrimoine, Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le SPW Territoire, Logement, Patrimoine, Energie est chargé de solliciter, après l'enquête publique, l'avis des pôles « Environnement » et « Aménagement du Territoire », en application de l'article D.II.49, § 7, du CoDT.

Namur, le 26 mai 2023.

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/46133]

26. MAI 2023 — Erlass betr. Annahme, in Anwendung von Artikel D.II.49, § 3, des Gesetzbuchs der räumlichen Entwicklung, der vorgeschlagenen Abänderung des Sektorenplans Malmedy-Saint-Vith (Tafel 50/7) zur Eintragung eines Fördergebäudegebiets, zweier Fördergebiete, die nach deren Nutzung zu einem Landwirtschaftsgebiet werden, und eines Fördergebiets, die nach dessen Nutzung zu einem Grünflächengebiet wird, auf dem Territorium der Gemeinde Waimes (Faymonville), dem sog. „Bouhaye“, um die Fortsetzung der Fördertätigkeit zu ermöglichen

Der Minister für räumliche Planung erlässt

in Anbetracht des Erlasses der wallonischen Regierung vom 13. Januar 2022, worin die Kompetenzverteilung zwischen den Ministern fixiert und die Unterzeichnung der Regierungsakten geregelt sind;

in Anbetracht des Erlasses der wallonischen Regierung vom 26. Januar 2019, worin die Abläufe der wallonischen Regierung geregelt werden;

in Anbetracht des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung (GRE), Art. D.II.49, § 3;

in Anbetracht des von der wallonischen Regierung am 27. Mai 1999 verabschiedeten räumliche Entwicklungskonzepts;;

in Anbetracht des Königlichen Erlasses vom 19. November 1979, worin der Sektorenplan von Malmedy-Saint-Vit erstellt wird;

in Anbetracht des Ministerialerlasses vom 2 Juli 2020 worin die Abänderung des Sektorenplans Malmedy-Saint-Vith (Tafel 50/7) beschlossen, das Vorhaben zur Eintragung eines Fördergebäudegebiets, zweier Fördergebiete, die nach deren Nutzung zu einem Landwirtschaftsgebiet werden, und eines Fördergebiets, die nach dessen Nutzung zu einem Grünflächengebiet wird, auf dem Territorium der Gemeinde Waimes (Faymonville), dem sog. „Bouhaye“, um die Fortsetzung der Fördertätigkeit zu ermöglichen, angenommen und beschlossen wird, einen Bericht über die Umweltauswirkungen des Plans erstellen zu lassen und den diesbezüglichen Inhalt festzulegen

in Anbetracht des Ministerialerlasses vom 8. Oktober 2020, worin die Informationen festgelegt werden, die der Bericht über die Umweltauswirkungen der geplanten Abänderung des Sektorenplans von Malmedy-Saint-Vith enthalten muss, der durch Ministerialerlass vom 2. Juli 2020 angenommen wurde;

Angesichts dessen, dass die S.A. „Trageco“ das Ingenieurbüro CSD Ingénieurs Conseils SA mit der Erstellung des Berichts über die Umweltfolgen beauftragt hat; dass der Planer ordnungsgemäß zugelassen ist; dass die Generaldirektorin des ÖDW Land, Wohnbau, Kulturerbe, Energie am 22. Oktober 2020 gemäß den Bestimmungen von Artikel R.VIII.34-2 des GRE über diese Ernennung informiert wurde; dass das Ingenieurbüro CSD Ingénieurs Conseils SA nicht abgelehnt wurde; dass die Entscheidung über die Nichtablehnung der S.A. „Trageco“ am 29. Oktober 2020 zugestellt wurde

Angesichts dessen, dass der Bereich „Raumplanung“, der Bereich „Umwelt“ und die beratende Gemeindegemeinschaft für Raumplanung und Mobilität von Waimes regelmäßig über die Entwicklung der Voranalysen und die Erstellung des Berichts über die Umweltfolgen informiert wurden; dass diese Instanzen am 12. November, 15. Dezember und 20. Dezember 2021 zu Phase I sowie am 13. Juli 2022 (Bereich „Umwelt“) und 18. Juli 2022 (Bereich „Rauplanung“) zur abgeänderten Phase I und zu Phase II Bemerkungen und Anregungen vorgebracht haben;

Angesichts dessen, dass die endgültige Fassung des Bericht über die Umweltfolgen aufgrund der vorgebrachten Anmerkungen am 26. September 2022 beim Minister für Raumordnung eingereicht wurde;

Angesichts dessen, dass der vorgeschlagene Plan und der Bericht über die Umweltfolgen dem ÖDW Landwirtschaft, natürliche Ressourcen und Umwelt und dem beauftragten Beamten am 30. Januar 2023 zur Stellungnahme vorgelegt wurden; dass der beauftragte Beamte seine Stellungnahme am 30. März 2023, also innerhalb von 60 Tagen nach Antragstellung, übermittelt hat; dass der ÖDW Landwirtschaft, natürliche Ressourcen und Umwelt seine Stellungnahme am 6. April 2023, also nach Ablauf der Frist von 60 Tagen, übermittelt hat; dass die Stellungnahme des ÖDW Landwirtschaft, natürliche Ressourcen und Umwelt folglich als positiv betrachtet wird;

Phase I des Berichts über die Umweltfolgen: Ausweitung der Förderaktivitäten am Standort „Bouhaye“

Angesichts dessen, dass der Bericht über die Umweltfolgen in seiner ersten Phase die sozioökonomischen Aspekte des Projekts untersucht; dass er die Besonderheit der vom Antragsteller abgebauten Lagerstätte bestätigt, nämlich einen quarzhaltigen Sandstein oder Arkose mit der Bezeichnung „Stein von Steinbach“, ein Material, das als Zierstein, Steinblock oder Schotter verwertet werden kann;

Angesichts dessen, dass der Bericht über die Umweltfolgen feststellt, dass die Vorkommen, die im Bereich der derzeit im Sektorenplan eingetragenen Abbaugebiete zugänglich sind, fast erschöpft sind;

Angesichts dessen, dass der Bericht über die Umweltfolgen bestätigt die Qualität der vorhandenen Vorkommen innerhalb der beantragten Erweiterung der Abbaugrube sowie das Fehlen einer validen Standort-Alternative;

Angesichts dessen, dass die S.A. „Trageco“ ein integriertes Unternehmen ist, das auf Straßen- und Tiefbauarbeiten spezialisiert ist und bis zu 30% des am Standort La Bouhaye produzierten Schotters verbraucht; dass es zwei Betonzentralen am Standort gibt; dass ihre Aktivitäten direkt von der Produktion des Steinbruchs abhängen;

Angesichts dessen, dass aus dem Bericht über die Umweltfolgen hervorgeht, dass der Antragsteller hauptsächlich den Markt für Silikate beliefert, und zwar sowohl den Markt für Ziersteine auf regionaler Ebene als auch den Markt für Zuschlagstoffe auf lokaler Ebene; dass dieser Markt auf lokaler Ebene derzeit von drei Anbietern beliefert wird und stabil ist; dass die Einstellung der Aktivitäten des Antragstellers die Stabilität des Angebots gefährden und eine Deregulierung des Marktes bewirken würde;

Angesichts dessen, dass die erste Phase des Berichts über die Umweltfolgen die Notwendigkeit bestätigt, den Sektorenplan zu überarbeiten; dass er zu dem Schluss, dass der Betrieb zu einer positiven wirtschaftlichen Dynamik gehört und auf eine nachgewiesene Nachfrage nach Rohstoffen reagiert; dass der vorgeschlagene Plan es dem Antragsteller ermöglichen wird, seine Tätigkeit für mindestens weitere 27 Jahre fortzusetzen und den Bedürfnissen des Marktes gerecht zu werden

Angesichts dessen, dass der Bereich „Raumplanung“, der Bereich „Umwelt“ und das Beratungsgremium der Gemeinde für Raumplanung und Mobilität von Waimes die Bedarfsanalyse und die Lokalisierung des Projekts billigen; dass diese Instanzen die Zweckmäßigkeit der Abänderung des Bebauungsplans bestätigen;

Phase I des Berichts über die Umweltfolgen:

Umweltfolgen des vorgeschlagenen Plans

Angesichts dessen, dass der Bericht über die Umweltfolgen in seiner zweiten Phase die Umweltfolgen der geplanten Abänderung des Sektorplans analysiert, insbesondere die Themenbereiche Boden und Untergrund - Oberflächen- und Grundwasser - Luft, Klima, Energie - Landschaft, Kulturerbe und bebaute Umgebung - biologisches Milieu - Mobilität - Lärm und Erschütterungen - Bevölkerung, menschliche Gesundheit und Sicherheit, einschließlich der Themen, die in den Bemerkungen und Vorschlägen der Öffentlichkeit enthalten sind, die während und innerhalb von 15 Tagen nach der Vorabinformationsveranstaltung am Donnerstag, dem 1. Dezember 2016, abgegeben wurden;

Angesichts dessen, dass der Bericht über die Umweltfolgen insbesondere feststellt:

- dass ein Risiko besteht, dass das Grundwasser, das an der Sammelstelle La Crope etwa 600 m östlich des Steinbruchs gefördert wird, infolge der Erweiterung des Steinbruchs beeinträchtigt wird, dass dieses Risiko aber beherrschbar ist;

- dass die Umsetzung des Abbauprojekts zu einer Erhöhung des Abraum- und Materialvolumens führt, das an den verschiedenen bestehenden Wällen gelagert werden muss; dass der Wall im Südosten des Steinbruchs am meisten zu dieser Erhöhung der Lagermenge beitragen wird; dass er nach Südosten verlängert wird und punktuell eine Höhe von 20 m erreicht; dass zur Verringerung der optischen Wirkungen der Wälle, insbesondere des südöstlichen, empfohlen wurde, einen Teil des Materials vor dem Ende der Aktivitäten wieder in die Abbaugrube zurückzuführen und den Wall zu begrünen, um seine Eingliederung in die Landschaft und seine Stabilität zu verbessern;

- dass die Umsetzung des Plans die für die Landwirtschaft vorgesehenen Flächen vorübergehend verringern wird; dass bei der Umsetzung des geplanten Steinbruchbetriebs zwei Landwirte besonders betroffen sein werden (Verlust von 8,6 ha und 6,6 ha nutzbarer Fläche);

Angesichts dessen, dass der Bericht über die Umweltfolgen für jedes behandelte Umweltthema eine Reihe von Maßnahmen vorstellt, die umgesetzt werden sollen, um negative Auswirkungen auf die Umwelt zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen und positive Auswirkungen zu verstärken;

Variante der Plan-Abgrenzung

Angesichts dessen, dass im Bericht über die Umweltfolgen eine Variante der Abgrenzung zur Abänderung des Sektorenplans vorgeschlagen wird; dass diese die Fläche des Ps um ca. 6,55 ha verringert; dass die Variante drei Änderungen des Umfangs des am 2. Juli 2020 beschlossenen Plans vorschlägt; dass diese Änderungen bestehen in:

- der Einbeziehung des Gebiets nordöstlich des Projektumfangs (Hinzufügung von ca. 2,65 ha);

- der Reduzierung des Gebiets nordöstlich des Projektumfangs (Verkleinerung um ca. 1,35 ha);

- die Reduzierung der Abbauflächen, die der am 2. Juli 2020 angenommene Plan anstelle eines Teils der bestehenden Abbauflächen einzutragen anstelle eines Teils der bestehenden Fördergebäude vorschlägt (Verkleinerung um ca. 7,85 ha);

Angesichts dessen, dass der Bericht über die Umweltfolgen darauf hinweist, dass das ursprünglich vom Antragsteller erstellte Abbauprogramm geringfügig geändert werden sollte, um die Nutzung der neuen Abbaufläche im Nordosten des Gebiets zu berücksichtigen;

Angesichts dessen, dass die drei in der Variante vorgeschlagenen Änderungen im Bericht hinsichtlich ihrer Umweltauswirkungen analysiert wurden;

Einbeziehung des Gebiets nordöstlich des Projektumfangs;

Angesichts dessen, dass der Bericht über die Umweltfolgen feststellt, dass sich eine Lagerstätte von sehr guter Qualität sich unter einer geringen Abbauschicht nordöstlich des im entsprechenden Erlass festgelegten Gebiets fortsetzt; dass die Einbeziehung dieses Bereichs in das Abbaugebiet es dem Betreiber ermöglichen würde, qualitativ hochwertige Produkte in einer kompakteren Grube abzubauen; dass hinzugefügt wird, dass die Einbeziehung dieses Bereichs in das Abbaugebiet es dem Betreiber ermöglichen wird, seine Aktivitäten für weitere 5 Jahre fortzusetzen, d.h. für eine Gesamtdauer von 35 Jahren;

Angesichts dessen, dass die Bereiche „Raumplanung“ und „Umwelt“ in ihren jeweiligen Stellungnahmen zu Phase I des Berichts über die Umweltfolgen darauf hingewiesen haben, dass der durch den Erlass vom 2. Juli 2020 gewählte Perimeter keine optimale Verwertung der Lagerstätte ermöglicht, da das nordöstlich gelegene Gebiet eine sehr gute Gesteinsqualität aufweist und nicht in den Plan aufgenommen wurde; dass die Bereiche die im Bericht über die Umweltfolgen in Phase II vorgeschlagene alternative Abgrenzung bestätigen, da diese auf ihren Einwand hinsichtlich der optimalen Nutzung der Lagerstätte eingeht;

Angesichts dessen, dass die Einbeziehung des Gebiets im Nordosten des Projektperimeters relevant ist, da sie eine rationale Nutzung sowie eine optimale Verwertung der Bodenschätze ermöglicht; dass der beauftragte Beamte diese Änderung in seiner Stellungnahme vom 30. März 2023 nicht in Frage stellt; dass es sich außerdem um die letzte mögliche Erweiterung des Steinbruchs an diesem Standort handelt, angesichts der Konfiguration der Orte und der Nähe des Dorfes Faymonville;

Angesichts dessen, dass der Bericht über die Umweltfolgen feststellt, dass die meisten Umweltauswirkungen, die im Rahmen der Analyse des Entwurfs zur Revision des Sektorplans für die Themenbereiche Luft, Klima, Energie - Mobilität - Lärm und Erschütterungen - Bevölkerung, menschliche Gesundheit und Sicherheit aufgezeigt wurden, im Rahmen der Abgrenzungsvariante ähnlich bleiben, ihre Auswirkungen jedoch zeitlich verlängert werden; dass aufgrund der Annäherung der Steinbruchaktivitäten an das Dorf Faymonville die Auswirkungen von Lärm, Erschütterungen und Staub während des Betriebs des Gebiets nordöstlich des Projektumfangs verstärkt werden; dass die Variante eine Änderung der Geometrie der Abbaugrube des Steinbruchs und eine Vergrößerung ihrer Fläche um 1,25 ha vorschlägt; dass folglich die Regenwassermengen, die am Steinbruch niedergehen, erhöht werden und zu einer größeren Wassermenge führen, die vom Wassersystem aufgenommen werden kann, ohne es wesentlich zu beeinträchtigen; dass die Auswirkungen auf die Landschaft trotz der Annäherung der Aktivitäten an das Dorf Faymonville und der Änderung der Anordnung des Betriebsgeländes gleichwertig sein werden;

Angesichts dessen, dass diese erste Änderung, die im Bericht über die Umweltfolgen als Abgrenzungsvariante vorgeschlagen wurde, daher beibehalten und in den Plan aufgenommen werden sollte;

Reduzierung des Gebiets nordöstlich des Projektumfangs:

Angesichts dessen, dass der Bericht über die Umweltfolgen besagt, dass der südliche Teil des Planentwurfs minderwertiges Gestein enthält, das einerseits eine große Menge an Abraum erzeugen wird und andererseits dem Betreiber nicht die Möglichkeit gibt, hochwertiges Material zu produzieren: dass der Antragsteller ihn folglich für die Lagerung von Abraum bestimmt;

Angesichts dessen, dass sich eine Sammelstelle, der sog. Captage La Crope, etwa 600 m östlich des Steinbruchs befindet; dass betr. das östliche Ende der südlichen Lagerfläche der Bericht über die Umweltfolgen angibt, dass eine Gefahr für das Grundwasser besteht, wenn der Untergrund an dieser Stelle abgebaut wird;

Angesichts dessen, dass der Bericht über die Umweltfolgen vorschlägt, den südöstlichen Teil des im Plan eingetragenen Abbaubereichs aus der Überprüfung auszuschließen, mit der Begründung, dass dadurch die Abbaufähigkeit von der Sammelstelle La Crope entfernt wird; dass dieses Argument nicht stichhaltig erscheint, da dieses Gebiet für die Lagerung von Abraum und nicht für den Abbau des Untergrunds bestimmt ist; diese Feststellung wird auch vom beauftragten Beamten in seiner Stellungnahme vom 30. März 2023 getroffen;

- dass die Umsetzung des Abbauprojekts zu einer Erhöhung des Abraum- und Materialvolumens führt, das an den verschiedenen bestehenden Wällen gelagert werden muss; dass der Wall im Südosten des Steinbruchs am meisten zu dieser Erhöhung der Lagermenge beitragen wird; dass er nach Südosten verlängert wird und punktuell eine Höhe von 20 m erreicht; dass zur Verringerung der optischen Wirkungen der Wälle, insbesondere des südöstlichen, empfohlen wurden, einen Teil des Materials vor dem Ende der Aktivitäten wieder in die Abbaugrube zurückzuführen und den Wall zu begrünen, um seine Eingliederung in die Landschaft und seine Stabilität zu verbessern;

Angesichts dessen, dass die Abgrenzungsvariante darauf abzielt, die Fläche des für die Lagerung von Abraum vorgesehenen Bereichs zu verkleinern; dass der Bericht über die Umweltfolgen darauf hinweist, dass trotz der Verkleinerung dieses Bereichs der Lager m Südosten im Vergleich zum ursprünglichen Abbauprojekt nicht wesentlich verändert wird; dass vorgesehen war, dass der Abraum zunächst an den Wällen gelagert und später in die Abbaugrube zurückgebracht werden sollte; der Betreiber vorgesehen hat, ein größeres Volumen an Abraum in diese Richtung zurückzuführen oder das Lagergebiet zu ändern, indem es etwas nach Norden ausgedehnt wird;

Angesichts dessen, dass die Abgrenzungsvariante trotz der vom Antragsteller vorgesehenen Anpassungen ein Risiko in Bezug auf die Auswirkungen auf die Landschaft darstellt; die Verringerung des Bereichs, der für die Aufnahme des Abraums bestimmt ist, könnte zu einer Erhöhung der Höhe der Wälle und damit zu deren Auswirkungen auf die Landschaft führen;

Angesichts dessen, dass der kommunale Beratungsausschuss für Raumordnung und Mobilität von Waimes in seiner Stellungnahme vom 20. Dezember 2021 angibt, dass er eine ausreichende Lagerfläche für den Abraum aus dem Betrieb wünscht, um die Höhe der Ablagerungen zu begrenzen;

Angesichts dessen, dass der zuständige Beamte in seiner Stellungnahme vom 30. März 2023 feststellt, dass die vor Ort beibehaltenen Wälle die bestehende Heckenlandschaft künstlich verändern und markante und zerstörerische Elemente in einer relativ offenen Landschaft darstellen, die von drei Sichtlinien in Richtung des Steinbruchs betroffen ist und in die Zone der bemerkenswerten Bäume und Hecken aufgenommen wurde; dass trotz der Tatsache, dass die Wälle zur Sicherung des Grubenbodens beitragen, die inhärenten Merkmale der unbebauten Umgebung schwächen;

Angesichts dessen, dass der Bereich „Raumplanung“ in seiner Stellungnahme vom 18. Juli 2022 ebenfalls auf der Notwendigkeit besteht, den bestehenden Wall umzugestalten, um seine Auswirkungen auf die Landschaft zu verringern;

Angesichts endlich dessen, dass es auf der Grundlage der oben entwickelten Elemente sowohl in Bezug auf die Landschaft als auch auf die Hydrogeologie nicht relevant erscheint, den südöstlichen Teil des Projektumfangs zu verkleinern. dass die zweite im Bericht über die Umweltfolgen vorgeschlagene Änderung als Abgrenzungsvariante daher nicht übernommen werden sollte;

Verkleinerung der Flächen der Abbaugebiete

Angesichts dessen, dass die dritte im Bericht über die Umweltfolgen vorgeschlagene Änderung darauf abzielt, die Fläche der Abbaugebiete zu verringern; dass die Reduzierung der Abbauflächen, die der am 2. Juli 2020 angenommene Plan anstelle eines Teils des Nebengebäude-Bereichs einzutragen vorsieht

Angesichts dessen, dass die Ziele der Beibehaltung eines größeren Abbau-Abhängigkeitsgebiets als im Planentwurf vorgesehen, wie im Bericht über die Umweltauswirkungen ausgeführt, folgende sind:

- eine „planerische Überkompensation“ zu vermeiden, indem ein Kompensationsverhältnis von Faktor 1 angestrebt wird;
- ein größeres Gebiet für die Urbanisierung beibehalten, das bei anderen Revisionen des Sektorenplans als Ausgleich verwendet werden könnte;
- eine ausreichende Platzreserve für den Fall aufrechterhalten, dass der Steinbruch zusätzliche feste Installationen, Gebäude, Nebengebäude für den Abbau und andere Zwecke benötigt;

- eine Reserve an Siedlungsfläche zu erhalten, die nach Abschluss der Aktivitäten des Betreibers potenziell wiederverwendet werden kann;

- die potenzielle Installation von Photovoltaikanlagen auf dem Gelände des Steinbruchs zu ermöglichen;

Angesichts dessen, dass der Bericht über die Umweltfolgen feststellt, dass der Plan planerische Kompensationen vorschlägt, deren Fläche dreimal größer ist als die Fläche der zu kompensierenden Gebiete; dass der Bereich „Raumplanung“ in seiner Stellungnahme vom 12. November 2021 ebenfalls diesen Punkt anspricht und seine Missbilligung gegenüber jeglicher „planerischer Überkompensation“ zum Ausdruck bringt;

Angesichts dessen, dass das Hauptargument des Umweltverträglichkeitsberichts darin besteht, dass eine „planologische Überkompensation“ vermieden werden muss, um Artikel D.II.45, § 3 des GRE zu erfüllen;

Angesichts dessen, dass der Bericht über die Umweltfolgen feststellt, dass „ein Antrag auf Revision des Sektorplans den Grundsatz der Verhältnismäßigkeit zwischen den für die Urbanisierung bestimmten Gebieten und den nicht für die Urbanisierung bestimmten Gebieten beachten muss“; dass diese Behauptung falsch ist, da Artikel D.II.45, § 3 des GRE lediglich die Eintragung eines neuen, für die Urbanisierung bestimmten Gebietes anstelle eines nicht für die Urbanisierung bestimmten Gebietes betrifft; dass das GRE keinen zu beachtenden Grundsatz der Verhältnismäßigkeit oder planerische Kompensationen für den Fall vorsieht, dass ein nicht für die Urbanisierung bestimmtes Gebiet anstelle eines für die Urbanisierung bestimmten Gebietes eingetragen wird;

Angesichts auch dessen, dass die Gesetzgebung zwei Zonen für den Betrieb von Steinbrüchen vorsieht (Zone der Nebengebäude und Zone des Abbaus), muss die relevanteste Zone auf jedem Teil des Standorts eingetragen werden, insbesondere unter Berücksichtigung der Merkmale des Projekts des Antragstellers und des langfristigen Potenzials der Standorte, unabhängig davon, ob es sich um eine Zone handelt, die für die Urbanisierung bestimmt ist oder nicht;

Angesichts dessen, dass der Bericht über die Umweltfolgen darauf hinweist, dass die Abgrenzung zwischen der Zone der Abbaubehänge und den Abbauzonen, wie sie in der Abgrenzungsvariante vorgeschlagen wurde, willkürlich festgelegt wurde; dass diese Grenze zwischen den Zonen in der Tat in der Mitte der zukünftigen Abbaugrube platziert ist und die zukünftige Neugestaltung des Steinbruchs nicht berücksichtigt;

Angesichts dessen, dass es notwendig ist, dass das Karrierestandort in seiner Gesamtheit betrachtet wird, unabhängig von seiner Zuordnung im gültigen Sektorenplan, um eine optimale Planung für den gesamten betroffenen Perimeter vorzusehen;

Angesichts dessen, dass bezüglich der im Bericht über die Umweltfolgen genannten Ziele die Erhaltung einer Reservefläche für die Urbanisierung im Falle des Bedarfs des Betreibers oder der Wiederverwendung des Standorts nach Beendigung des Abbaus zu bevorzugen, ist anzumerken, dass der Umweltverträglichkeitsbericht nur vage auf die Nebengebäude des Abbaus, die auf dem Grubenboden errichtet werden könnten, und auf künftige Projekte eingeht, die nach Beendigung des Abbaus an diesem Standort stattfinden könnten, ohne den Bedarf und die Umweltauswirkungen zu erläutern; dass er außerdem klarstellt, dass das in der 2018 erteilten Einzelgenehmigung festgeschriebene Sanierungsprogramm vorsieht, dass alle Anlagen und Nebengebäude nach Ende des Abbaus abgebaut und abtransportiert werden;

Angesichts auch dessen, dass Die Ausweisung eines Teils der Nebengebäude des Abbaubereichs die Lagerung von exogenen Böden des Typs V ermöglichen könnte, während der Standort aus hydrogeologischer Sicht empfindlich ist (Nähe zur Sammelstelle); dass der Bericht über die Umweltfolgen die Auswirkungen einer solchen Annahme übrigens nicht analysiert;

Angesichts dessen, dass der zuständige Beamte in seiner Stellungnahme vom 30. März 2023 außerdem feststellt, dass die im Umweltverträglichkeitsbericht aufgestellten Hypothesen, denen zufolge es im Laufe der Zeit zu einer anthropogenen Besiedlung kommen könnte, nicht den ursprünglich vorgebrachten Zielen entsprechen, die auf eine Aufwertung der biologischen Vielfalt und der landwirtschaftlichen Nutzung nach der Neugestaltung des Geländes abzielen;

Angesichts dessen, dass die Ausweitung der Abbaubereiche im Vergleich zu dem am 2. Juli 2020 verabschiedeten Planentwurf verhindert, dass das Land wieder einer nicht-urbanisierten Nutzung zugeführt wird, sei es als Grünfläche oder als landwirtschaftliche Fläche, obwohl diese Funktionen in dieser ländlichen Gegend am besten geeignet sind, und der Bericht über die Umweltfolgen hält es außerdem für angebracht, möglichst viele Parzellen nach Beendigung des Steinbruchs wieder der Landwirtschaft zuzuführen;

Angesichts nunmehr auch dessen, dass die Notwendigkeit, die Abbaubereiche auf einer größeren Fläche beizubehalten als ursprünglich in dem am 2. Juli 2020 angenommenen Planentwurf vorgesehen, im Umweltbericht nicht nachgewiesen wird; dass es scheint im Gegenteil sinnvoller zu sein, die Abgrenzung der Abbaubereiche, wie sie am 2. Juli 2020 im Planentwurf angenommen wurde, beizubehalten; diese dritte Änderung des Entwurfs zur Revision des Sektorplans, die im Umweltbericht als Variante vorgeschlagen wird, sollte daher nicht berücksichtigt werden;

In den Sektorenplan aufzunehmende Gebiete und Neugestaltung des Geländes

Angesichts dessen, dass ein Sanierungsplan für die derzeit vom Steinbruch genutzten Parzellen vom Betreiber vorgelegt wurde; dass dieses Sanierungsprogramm in der 2018 erteilten Einzelgenehmigung festgeschrieben und erwähnt im Wesentlichen Maßnahmen zur Förderung der biologischen Vielfalt; darin ist vorgesehen, dass alle Anlagen und Nebengebäude nach Beendigung des Betriebs abgebaut und entsorgt werden;

Angesichts dessen, dass das vom Antragsteller erstellte Programm zur Neugestaltung des Steinbruchs unter Berücksichtigung der gewünschten Erweiterung aktualisiert wurde; dass weiterhin die Entfernung der Anlagen und Nebengebäude des Steinbruchs am Ende der Betriebszeit vorgesehen ist; dass eine wichtige Maßnahme darauf abzielt, die Zäune im Bereich der verbleibenden Abbaugrube teilweise zu erneuern; dass diese letzte Maßnahme zum Ziel hat:

- topografische Veränderungen im Zusammenhang mit dem Betrieb des Steinbruchs zu reduzieren;
- Hänge und Steilstellen zu sichern;
- das Risiko von Erdbeben oder Erschütterungen zu verringern;
- die ökologischen Qualitäten des Standorts zu erhöhen;

Angesichts dessen, dass der Bericht über die Umweltfolgen feststellt, dass es in Anbetracht der während der Betriebsphase abgetragenen Mengen wirtschaftlich unrealistisch erscheint, eine vollständige Erneuerung der Zäune in der Abbaugrube vorzusehen; aus ökologischer Sicht wäre eine solche Maßnahme kontraproduktiv, da sie verschiedene spezifische Lebensräume beseitigen würde;

Angesichts dessen, dass aus dem Bericht hervorgeht, dass zur Erfüllung der Ziele, die im Rahmen des Life In Quarries-Projekts, dem der Antragsteller angehört, festgelegt wurden, spezielle Einrichtungen zur Förderung der Biodiversität eingerichtet werden sollen;

Angesichts dessen, dass am Ende der Aktivitäten, d.h. im Jahr 2057, nur der mittlere Teil der Abbaugrube nicht aufgefüllt wird und daher in seinem Zustand erhalten bleibt;

Angesichts dessen, dass der Bericht über die Umweltfolgen die Eintragung eines Abbaubereichs, das am Ende seiner Nutzung zu einer Grünfläche wird, in diesem Teil des Perimeters bestätigt; dass der beauftragte Beamte die Umwidmung dieses Abbaubereichs in eine Grünfläche nicht in Frage stellt;

Angesichts dessen, dass die Umsetzung des Plans die für die Landwirtschaft vorgesehenen Flächen vorübergehend verringern wird; dass bei der Umsetzung des geplanten Steinbruchbetriebs zwei Landwirte besonders betroffen sein werden (Verlust von 8,6 ha und 6,6 ha nutzbarer Fläche); dass die Variante, die das Gebiet nordöstlich des Perimeters einzubeziehen soll, zu einem Verlust von ca. 2,65 ha zusätzlicher Fläche für den ersten Landwirt führen würde;

Angesichts dessen, dass die S.A. „Trageco“ außerhalb des Plangebiets landwirtschaftliche Flächen besitzt, die sich für den Anbau oder die Beweidung eignen; dass aus dem Bericht über die Umweltfolgen hervorgeht, dass zur Begrenzung der Auswirkungen der Erweiterung des Steinbruchs auf die landwirtschaftlichen Tätigkeiten Vereinbarungen zwischen den Landwirten und der S.A. Trageco „Trageco“ unterzeichnet wurden, um ihre Aktivitäten auf die Grundstücke zu verlegen, die der S.A. Tragedo“ zu dem Zeitpunkt, an dem die Ausweitung des Steinbruchbetriebs sie daran hindern wird, ihr eigenes Land zu bewirtschaften,

Angesichts dessen, dass es dem Verfasser des Berichts über die Umweltfolgen angemessen erscheint, nach dem Ende des Steinbruchs La Bouhaye möglichst viele Parzellen wieder der Landwirtschaft zuzuführen;

Angesichts dessen, dass der Bericht über die Umweltfolgen darauf hinweist, dass die Verfüllung der Gebiete nördlich und südlich des entsprechenden Umfangs die Rückkehr der landwirtschaftlichen Aktivitäten in diesen Teilen des Perimeters ermöglicht; dass nach Abschluss der Abbauproduktivitäten eine Wiederherstellung und eine landwirtschaftliche Nutzung in Form von Viehzucht oder Weidewirtschaft leicht möglich ist und dass das Programm zur Neugestaltung des Steinbruchs in diese Richtung geht;

Angesichts dessen, dass eine solche Neugestaltung den Verlust an landwirtschaftlicher Nutzfläche effektiv abmildern wird, indem rekultivierte Böden auf ehemaligen Abraumhalden oder neu gestalteten Abbaugeländen wieder für die Landwirtschaft genutzt werden können; dass s daher angebracht scheint, die nördlichen und südlichen Bereiche des Steinbruchs als Abbaugelände zu bezeichnen, die nach Abschluss des Abbaus zu landwirtschaftlichen Flächen werden;

Angesichts dessen, dass die vorgeschlagene Erweiterung der Variante im Nordosten des Geländes lediglich eine zusätzliche Umgestaltung dieses Teils der Abbaugrube bewirken würde; das Ziel wäre, diese Grube, wie auch die nördliche Grube, vollständig aufzufüllen, damit dort wieder landwirtschaftliche Aktivitäten stattfinden können;

Angesichts dessen, dass der zuständige Beamte in seiner Stellungnahme vom 30. März 2023 der Ansicht ist, dass in Anbetracht der Lage des Steinbruchs (inmitten eines landwirtschaftlich genutzten Strandes und in einer Heckenlandschaft) eine Neugestaltung angestrebt werden sollte, die der natürlichen Umwelt, der landwirtschaftlichen Funktion und der Landschaft zugutekommt;

Angesichts dessen, dass der Bericht über die Umweltfolgen es für gerechtfertigt hält, dass im Westen des Gebietes anstelle eines landwirtschaftlichen Gebietes ein Gebiet mit Nebenanlagen für den Abbau ausgewiesen wird, da sich in diesem Gebiet die festen Einrichtungen des Steinbruchs befinden;

Angesichts dessen, dass aus dem Bericht über die Umweltfolgen und den Stellungnahmen hervorgeht, dass die im am 2. Juli 2020 angenommenen Planentwurf vorgeschlagenen Zuweisungen durchaus relevant sind;

Sonstige Empfehlungen

Angesichts dessen, dass der Autor des Berichts neben den Vorschlägen zur Variante der Abgrenzung des Geländes noch weitere Empfehlungen abgibt; dass sie aus einer Reihe von Maßnahmen bestehen, die umgesetzt werden müssen, um negative Auswirkungen auf die Umwelt zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen und positive Auswirkungen zu verstärken

Angesichts dessen, dass die anderen Empfehlungen des Autors nicht in den Bereich des Sektorplans fallen und sinnvollerweise im Rahmen der Genehmigungen, die später erteilt werden, berücksichtigt werden können; im Übrigen fallen einige Bemerkungen der beratenden Instanzen ebenfalls unter die Maßnahmen, die die Erteilung der Genehmigungen begleiten werden;

Neuer Änderungsantrag gemäß Artikel D.II.49, § 3 GRE

Angesichts dessen, dass die im Bericht vorgeschlagene Abgrenzungsvariante des Planentwurfs drei Änderungen im Vergleich zu dem am 2. Juli 2020 angenommenen Entwurf der Revision des Sektorenplans enthält; dass nach der Analyse des Umweltberichts und der eingegangenen Stellungnahmen erscheint nur der Vorschlag, das Gebiet im Nordosten des Perimeters mit einer hochwertigen Lagerstätte einzubeziehen, als relevant;

Angesichts dessen, dass es notwendig ist, den Umfang des Abbaugeländes anzupassen, das nach Beendigung des Abbaus zu einem landwirtschaftlichen Gebiet wird, das sich nördlich des Umfangs des am 2. Juli 2020 angenommenen Planentwurfs befindet; dass nach der Anpassung die neuen Grenzen dieses Gebiets den folgenden Markierungen entsprechen:

- im Süden: an der nördlichen Grenze des Abbaugeländes, das zu einer Grünfläche wird, wie sie in dem am 2. Juli 2020 angenommenen Planentwurf definiert ist;

- im Westen und Norden:

* an der nordwestlichen Grenze des im gültigen Sektorenplan eingetragenen Gebietes für Extraktionsnebengebäude;

* ein 146 m langes gerades Segment, gemessen ab dem Weg in der Verlängerung der Rue Entre Deux Terres, parallel zur nördlichen Grenze des Abbaugeländes, das zu einer Grünfläche wird, wie in dem am 2. Juli 2020 angenommenen Planentwurf festgelegt;

- im Osten: an einem 162 m langen geraden Segment, das die östliche Grenze des am 2. Juli 2020 angenommenen Planentwurfs nach Norden verlängert; die Gesamtlänge dieser Grenze beträgt somit 594 m, gerechnet ab dem Ende einer Baumreihe im Südosten des Gebiets;

Angesichts dessen, dass der neue Plan, der in Anwendung von Artikel D.II.49, § 3 des GRE erstellt wurde, die Eintragung einer Zone für Nebengebäude des Abbaus mit einer Fläche von ca. 3,41 ha, von zwei Abbauzonen, die nach Abschluss ihrer Nutzung zu einer Landwirtschaftszone werden, mit einer Fläche von ca. 19,85 ha und einer Abbauzone umfasst, die nach Abschluss ihrer Nutzung zu einer Grünzone wird, mit einer Fläche von ca. 9,75 ha;

Fazit

Angesichts dessen, dass aus der Analyse des Umweltverträglichkeitsberichts und der Stellungnahmen hervorgeht, dass es wünschenswert ist, dass sich die Tätigkeit der S.A. „Trageco“ sich an dem Standort fortsetzt, dass aber der am 2. Juli 2020 angenommene Planentwurf jedoch geändert werden muss, um den verfolgten Zielen besser gerecht zu werden;

Angesichts dessen, dass Artikel D.II.49 § 3 des GRE es der wallonischen Regierung ermöglicht, eine andere in Betracht gezogene vernünftige Lösung als Planentwurf zu genehmigen, wenn sie auf der Grundlage Berichts über die Umweltfolgen und der Stellungnahmen der Ansicht ist, dass diese geeignet ist, die verfolgten Ziele besser zu erreichen als der Planentwurf;

Angesichts dessen, dass ein geänderter Plan, der dieser Erwartung entspricht, als Entwurf angenommen werden sollte;

Angesicht also dessen, dass der angenommene Entwurf zusammen mit dem Bericht über die Umweltfolgen in Anwendung der Artikel D.VIII.4 und R.VIII.4-1 des GRE an die Gemeindegremien weitergeleitet werden kann, die bestimmt werden, um der öffentlichen Anhörung unterzogen zu werden,

wie folgt

Artikel 1 - Der Entwurf der Revision des Sektorplans von Malmedy-Saint-Vith (Tafel 50/7) zur Eintragung einer Zone für Nebengebäude, von zwei Förderbereichen, die nach Abschluss des Abbaus zu einer Landwirtschaftszone werden, und einer Abbauzone, die nach Abschluss des Abbaus zu einer Grünflächenzone wird, auf dem Gebiet der Gemeinde Waimès (Faymonville), Ort "Bouhayé", wird gemäß dem beigefügten Plan angenommen.

Art. 2 - Der ÖDW Land, Wohnbau, Kulturerbe, Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 3 - Der ÖDW Land, Wohnbau, Kulturerbe, Energie wird damit beauftragt, nach der öffentlichen Untersuchung die Stellungnahme der Pole "Umwelt" und "Raumordnung" in Anwendung von Artikel D.II.49, § 7 des GRE einzuholen.

Namur, den 26. Mai 2023

W. BORSUS
